



FORMULAIRE DE RECUEIL D'INFORMATIONS ET DE CONSENTEMENT

Dans le cadre de l'amélioration de l'accès à la justice, le ministère de la Justice et de la Législation met en place un dispositif d'information en temps réel des justiciables sur l'état de traitement des dossiers judiciaires.

Le présent formulaire vise à recueillir les informations nécessaires concernant **la personne morale** ainsi que le consentement préalable de son représentant légal pour :

- l'informer en temps réel de l'évolution de votre dossier judiciaire ;
- lui notifier les dates d'audience, actes de procédure et autres informations utiles ;
- faciliter l'accès aux plateformes numériques (justice.bj, etc.) ;
- assurer une meilleure transparence et un suivi plus efficace de la procédure.

I. Informations sur le justiciable

Renseignez les informations

Dénomination :

N° RCCM :

Référence du dossier judiciaire /

Numéro de procédure :

Adresse e-mail du justiciable :

Numéro de téléphone :

(optionnel – pour SMS de notification)

Nom et prénoms du représentant
légal :

N° Personnel d'Identification (NPI)
du représentant légal:

(Indiquer la référence telle que figurant sur l'acte de saisine, le rôle, la
réquisition, l'ordonnance ou tout document officiel)

II. Consentement du justiciable

Cochez la case de votre choix

Consentement au traitement des données personnelles

Je soussigné(e), déclare :

- ☐ consentir librement et accepter de manière éclairée le traitement des données fournies.
- ☐ Je n'accepte pas (aucune notification ne sera adressée à la personne morale).

Consentement spécifique à la notification par messagerie électronique / SMS

- ☐ j'autorise l'envoi de courriels ou de SMS.
- ☐ j'autorise l'envoi de courriels ou de SMS et la notification d'actes.
- ☐ Non, je n'autorise aucune forme de notification électronique.

III. Droits du justiciable

Le justiciable dispose :

- d'un droit d'accès aux données collectées ;
- d'un droit de rectification ;
- d'un droit d'opposition ou de retrait de son consentement à tout moment ;
- d'un droit à la suppression des données à l'issue de la procédure ou des délais légaux d'archivage.

Pour exercer ces droits, il écrit au Délégué à la Protection des Données du ministère de la Justice et de la Législation à l'adresse : **justice.dpdp@gouv.bj**

Fait à _____, le ____ / ____ / 20

Signature du justiciable :